

Pour une autre politique scolaire et de l'emploi



0109 2009

De nouvelles régressions imposées contre la majorité des citoyens et des personnels, passées en force au cours de l'été : loi sur la mobilité, décrets sur la masterisation, travail dominical, ouverture du capital à la Poste... !

Une volonté d'affaiblir encore et toujours le service public d'Éducation, de réduire le recrutement et la formation des enseignants à l'IUFM, et des personnels d'éducation, d'orientation...

35 000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires en 2010 (dont 16 000 dans l'Éducation nationale) risquent de s'ajouter aux 13 500 suppressions de 2009... et pourtant le ministre communique sur une augmentation des effectifs élèves pas trop importante...

Réforme des programmes dans le 1^{er} degré, externalisation de l'aide à la difficulté scolaire, évaluations précipitées et imposées dans l'élémentaire, sanction contre les désobeisseurs, remise en cause de l'école maternelle publique supplantée par les jardins d'éveil...

Attaques multiples contre l'enseignement et la formation professionnelle : généralisation imposée du BAC professionnel en 3 ans, relance des CAP, certification du BEP non garantie, oral de contrôle dévoyé...

Masterisation du recrutement des futurs enseignants, utilisation des stagiaires, et aujourd'hui des étudiants, « comme moyens d'enseignement », démantèlement de la

formation initiale et de la recherche publique malgré la lutte exemplaire des personnels et des étudiants au printemps dernier...

Réforme du lycée relancée à la hâte par le nouveau ministre, pour une mise en œuvre à la rentrée 2010, poursuite de l'expérimentation dans une centaine de lycées, sans volonté d'évaluation partagée...

Mixité scolaire et sociale mise à mal avec la remise en cause de la carte scolaire...

Dégradation des conditions de travail de tous avec la multiplication des heures supplémentaires dans le second degré, du recrutement de personnels précaires, de la baisse des Dotations Horaires d'Enseignement, de la disparition de classes et d'options...

Dégradation continue des conditions de vie des personnels touchés aussi par la crise financière et économique : baisse constante du pouvoir d'achat, salaire moyen à 1800 euros et aucune perspective d'augmentation significative de carrière, aucune perspective d'amélioration en matière de santé au travail et de protection sociale...

La dégradation de l'emploi, le chantage "emploi contre salaire", la remise en cause des services publics - celui de l'éducation en particulier - et du potentiel d'activité dans les entreprises sont inacceptables comme l'est l'aggravation de la précarité et du chômage qui en résulte.

La CGT exige que l'éducation, et plus généralement l'emploi dans les services publics, deviennent une priorité politique de notre pays !



Tract 01.09.2009

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.).....Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél..... e-mail.....

Grade ou corps..... Discipline :

Etablissement.....

Code postal Ville.....

CGT EDUC'ACTION 06 4 place Saint François 06300 NICE
Tél. 06 62 01 08 93 Mail cgteducaction06@wanadoo.fr
<http://sdcgt0683.ouvaton.org>